

Juste Terre!

n°194- NOVEMBRE 2022

www.vivre-ensemble.be
Suivez-nous sur Facebook et Twitter

« *Faim de justice sociale !* » Tel est le leitmotiv de la campagne d'Avent 2022 d'Action Vivre Ensemble. Alors que le droit à l'alimentation est reconnu par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, il n'est pas inscrit dans notre Constitution. De plus en plus de Belges ont du mal à manger à leur faim, à nouer les deux bouts, à se nourrir sainement et durablement. Au quotidien, les associations d'aide alimentaire offrent aux citoyens une réponse qu'elles savent conjoncturelle et insuffisante. Mais que les pouvoirs publics semblent appréhender comme un système, structurel et suffisant. Comme s'ils avaient renoncé à combattre la pauvreté pour seulement la gérer. Nous ne nous y résoudrons pas.



Édito

Se nourrir est devenu une urgence quotidienne

« *Nous devons assumer notre schizophrénie* », nous dit dans les pages qui suivent Brigitte Grisar. Chargée de projets en aide alimentaire à la Fédération des services sociaux, elle présente ces jours-ci sa conférence gesticulée *Faim de vie* dans le cadre de la campagne d'Avent d'Action Vivre Ensemble.

La « *schizophrénie* » dont elle parle ne fait pas d'elle un cas clinique : non, c'est plutôt notre société qui est malade, terriblement malade, et peine à mettre autre chose que des emplâtres sur des jambes de bois. Cette schizophrénie, c'est celle qui consiste, tout à la fois, à soutenir des associations qui, par l'aide alimentaire qu'elles fournissent à leurs bénéficiaires, en sont le dernier recours, et, dans le même temps, à dénoncer l'existence même de ce système. Non pas que cette aide d'urgence qui ne dit pas son nom ne se justifie plus mais tout simplement parce que, justement, elle s'est érigée

en système. Un système où le provisoire est devenu définitif et qui permet aux pouvoirs publics de s'exonérer de solutions à long terme pour se contenter de gérer la pauvreté. Arrêter de s'en indigner, c'est déjà banaliser la pauvreté, dit encore Brigitte Grisar.

Selon Statbel¹, l'office belge de statistique, plus de 2 millions de Belges présentaient un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2021. On ne parle donc même pas encore ici de l'appauvrissement accru des derniers mois suite à la flambée des prix, en premier lieu de l'énergie. Face à elle, à nouveau, des réponses ponctuelles. Si les gouvernants peinent à inventer (chercher?) des solutions, certaines des 109 associations que nous soutenons cette année tentent, elles, de réinventer l'aide alimentaire en faisant le pari de ne négliger ni la santé ni l'environnement. Ni, surtout, la dignité.

■ **Jean-François Lauwens**
Chargée de communication

¹ <https://statbel.fgov.be/fr/themes/menages/pauvrete-et-conditions-de-vie/risque-de-pauvrete-ou-dexclusion-sociale>

Contre la pauvreté, je choisis la **SOLIDARITÉ !**

« L'aide alimentaire répond à une urgence mais elle ne peut banaliser la pauvreté »

Il n'y a pas, explique Brigitte Grisar, chargée de projets à la Concertation aide alimentaire au sein de la Fédération des services sociaux (FdSS), de contradiction entre soutenir les acteurs du secteur de l'aide alimentaire et remettre le système en cause en demandant au politique de faire bouger les choses avant l'explosion sociale. Elle est aussi l'autrice de la conférence gesticulée Faim de vie, présentée par Action Vivre Ensemble lors de sa campagne.



Brigitte Grisar

Dans le monde associatif, de nombreuses voix s'élèvent contre la distribution alimentaire, qui est un sparadrap et non une solution systémique. C'est une tension invivable ?

« Nous réunissons les différentes associations du secteur et nous sommes dans une posture de double casquette, que l'on pourrait considérer comme schizo-phrénique : à la fois, nous soutenons et accompagnons au mieux un secteur pour qu'il travaille dans les meilleures conditions possibles, que l'accueil soit le meilleur et le plus digne possibles, et, en même temps, nous dénonçons par notre plaidoyer le fait même que ce secteur existe. On doit assumer cette schizo-phrénie. Parce que les demandes du terrain sont là et que ne pas y répondre serait une catastrophe mais, quand on fait cela, on met juste des pansements sur des situations dramatiques. Il faut les dénoncer, dire que c'est un scandale. On dénonce le secteur avec les associations elles-mêmes, qui font du bon travail mais qui sont bien conscientes qu'elles mettent du sparadrap. Nous sensibilisons aussi les travailleurs et bénévoles du secteur, qui sont épuisés, à ne pas prendre ces critiques personnellement – ils s'investissent avec enthousiasme – mais que c'est le système qui est en cause. Si nous pensions sauver le monde avec l'aide alimentaire, nous serions tous en burn-out. Ce n'est pas parce l'on dénonce un système que l'on dénonce les gens qui sont dedans puisque nous-mêmes nous sommes dedans. Si l'on oublie de dénoncer le système, on va banaliser les choses : qui est encore choqué aujourd'hui que l'on distribue des colis alimentaires ? Il faut pouvoir dire les choses : c'est de l'aide humanitaire d'urgence comme on en fait en Afrique. Et si les gens reviennent, c'est parce qu'ils sont dans une urgence permanente. »

Aujourd'hui, on a le sentiment que cette aide alimentaire, confiée aux associations avec des fonds européens, exonère le politique de prendre des mesures autres que celle de faire de la gestion de la misère.

« La position de la Belgique, qui fait produire ces colis, est même assez rétrograde : certains pays européens ont arrêté les colis alimentaires pour passer aux bons, aux chèvres. L'Union européenne donne des enveloppes via le

FEAD (Fonds européen d'aide aux plus démunis) mais elle laisse à chaque pays la latitude de ce qu'il en fait, cela ne doit même pas être alimentaire nécessairement. C'est un choix politique de la Belgique de poursuivre ce système des colis depuis plus de 40 ans avec les grands réseaux caritatifs. »

Y a-t-il une volonté politique de faire bouger les choses ?

« En général, on nous répond que ce n'est pas une question de priorité mais qu'il n'y a pas de moyens suffisants, qu'on travaille avec des enveloppes fermées, qu'on a du mal à voir clair parmi les nombreux intervenants du secteur. Durant le Covid, il y a eu des financements via les CPAS, les banques alimentaires ont été soutenues : les choses ont été mises en place et ont fonctionné. À présent que la crise énergétique a remplacé la crise sanitaire, il faut y revenir. »



© Dominique Servais



© Dominique Servais

Quelles seraient des pistes crédibles de solutions systémiques ? On parle beaucoup de « sécurité sociale de l'alimentation » ...

« Nous participons aux réflexions sur la sécurité sociale de l'alimentation mais, clairement, ce n'est pas pour demain. L'idée est que chacun cotise et récupère ensuite 150 euros pour aller les dépenser chez des agriculteurs conventionnés du coin. Aujourd'hui, c'est fou, mais les agriculteurs vont chercher des colis alimentaires ! Cela pose beaucoup de questions même si les deux précarités, celle du producteur et celle du consommateur, se répondent et que cette solution permet d'alléger ces deux précarités. Mais les deux sont victimes du même système néolibéral qui dysfonctionne et ce n'est pas au producteur à baisser ses prix pour vendre ni au consommateur à trouver son portefeuille pour aller chez un producteur local. Mais la première des pistes, c'est simplement de renflouer le portefeuille des gens : augmenter les revenus de base, les allocations sociales qui sont sous le niveau de pauvreté, encadrer les loyers, intervenir dans les factures d'énergie et sur les prix de l'alimentation... Tant qu'on ne travaille pas là-dessus, les mesures seront des mesures sparadrap. Avec toutes les questions qu'elle va poser, la sécurité sociale de l'alimentation serait une mesure sparadrap. »

Les associations se plaignent de recevoir de moins en moins de marchandises des banques alimentaires.

« Oui, il y a de moins en moins. D'une part, les supermarchés font de plus en plus attention à leur gaspillage alimen-

taire et il y a moins de production en raison de la crise énergétique. D'autre part, comme il y a de plus en plus de demande, les marchandises partent à une vitesse dingue. Les associations n'arrivent plus à suivre la demande : cela a commencé avant le Covid, c'est à nouveau la crise et cela ne va pas aller en s'améliorant. Nous considérons donc à nouveau être en période de crise et formulons donc à nouveau nos mêmes demandes qu'à l'époque : 1. Il faut donner des chèques aux gens ; 2. Il faut financer des achats de nourriture par les plateformes logistiques ou les associations. Et nous y ajoutons : 3. Il faut aider les associations à financer leurs charges énergétiques. Quand une association produit 500 repas par jour, achète des aliments et n'a pas encore reçu sa régularisation de gaz, elle craint le pire ! La Fondation Roi Baudouin a lancé un appel à projets dans ce sens : il a été clôturé avant terme vu le nombre exorbitant de demandes ! »

On voit la classe moyenne ou les étudiants venir chercher des colis, c'est nouveau ?

« Cela date du Covid déjà. L'aide alimentaire est destinée à cette précarité qu'on ne voit pas, pas à celle des personnes sans abri. Mais cette précarité invisible est de plus en plus visible. Par un effort miroir incroyable, on a désormais des travailleurs sociaux qui s'adressent eux-mêmes à leurs collègues parce qu'ils ne parviennent plus à boucler leurs fins de mois ! »

■ Propos recueillis par
Jean-François Lauwens



Brigitte Grisar est l'autrice et l'interprète de la conférence « Faim de vie ».

Cofamon, le rayon de soleil des mamans et... papas solos

Longtemps, nous avons pensé que l'aide alimentaire sous toutes ses formes était un pis-aller réservé aux plus défavorisés, à ceux qui n'ont plus rien ou qui vivent dans la rue. Si l'on voulait se rendre compte de la gravité de la crise que nous traversons, de la façon dont elle atteint désormais la classe moyenne dont font partie l'immense majorité des Belges, il suffirait de se rendre, un mercredi sur deux, à la maison Cofamon (Collectif des familles monoparentales), à Villers-l'Évêque, près de Liège.

Là, dans la campagne hesbignonne, à l'heure de la distribution des colis alimentaires, ce sont des femmes – mais aussi des hommes – qui ont le plus souvent un emploi, une voiture, un toit, qui se présentent. Leur point commun : tous et toutes sont papas ou mamans solos. Leur autre point commun : avec un seul salaire, un, deux, trois, quatre enfants, ils ne s'en sortent plus dès le 5 du mois, a fortiori quand ils découvrent leur facture d'énergie.

Il y a 6 ans, Marie-Claire Mvumbi a créé cette structure qu'elle revendique comme unique en Belgique. « *Il y a de multiples associations* », dit-elle, « *mais aucune qui fasse de l'aide à destination exclusive des familles monoparentales. Or le besoin est énorme : nous avons 6 000 bénéficiaires, 1500 familles avec 4500 enfants. Et nous limitons les inscriptions à la province de Liège.* » Pourtant, ce jour-là, de retour de la banque alimentaire de Rocourt, de moins en moins bien fournie, Cofamon ne pourra offrir que 42 colis pour 82 demandés par ses membres. « *J'entends souvent que les colis alimentaires ne représentent pas une bonne solution. Cela m'énerve. Très franchement, quand on ne vit pas la réalité que nous vivons, on ne devrait pas être autorisé à critiquer ceux qui aident les autres. Moi, quand je vois un enfant de 6 ans qui a faim, je ne me demande pas si c'est un bon système de lui trouver à manger !* »

Cofamon, Marie-Claire Mvumbi l'a créé sur base de sa propre expérience. D'abord, celle d'une jeune femme travaillant dans l'humanitaire en RDC pour l'ONG PSI, active en Afrique dans le domaine de la santé (VIH, malaria...). Ensuite, celle d'une maman solo débarquée en Belgique pour ses études de droit. « *Je me suis moi-même retrouvée confrontée aux difficultés de s'en*

sortir, de se loger. Je me suis dit qu'il était nécessaire de défendre toutes ces personnes invisibilisées. Notre principale revendication est la création d'un statut de famille monoparentale dans un cadre juridique reconnu, comme cela existe pour les familles nombreuses. Une famille sur trois est monoparentale, tout le monde en connaît autour de soi. Tous les chiffres démontrent que cette situation accroît les risques de précarité. Pourtant, s'ils ou si elles travaillent, les mamans et les papas solos n'ont quasiment droit à aucune aide. »

Le collectif Cofamon porte bien son nom. Ce n'est pas juste une association qu'a créée Marie-Claire Mvumbi, c'est une véritable famille. « *Les bénéficiaires sont obligés de donner un coup de main aussi. C'est une auberge espagnole : tout le monde peut se servir parce que tout le monde participe.* » Une famille qui implique les enfants dans des sorties : « *Quand on grandit en Afrique et qu'on n'a rien, on est entouré de gens qui n'ont rien non plus. C'est beaucoup plus difficile pour un enfant d'ici : quand il ouvre sa boîte à tartines et qu'elle est vide, il voit bien que celle des autres est remplie !* » A côté de l'aide alimentaire, il faut aussi citer la boutique Cofamon, dans le centre de Liège, qui a pour but de permettre aux familles de refaire gratuitement les garde-robes de leurs enfants à chaque rentrée scolaire. Et le « plan hiver Cofamon » : « *Nous collectons toute l'année des couettes, des radiateurs ou des sacs de pellets que nous distribuons à ceux qui en ont besoin au début de l'hiver. On a aujourd'hui des gens qui vivent dans des logements sociaux sans chauffage installé, d'autres dont le chauffage est en panne, d'autres qui ne peuvent faire le plein de leur cuve à mazout parce que c'est trop cher.* »

■ J.-F. L.

Les mamans et papas solos ne s'en sortent plus seuls, sans Cofamon.



Le « social truck » du Cercle à la rencontre du public précarisé

À Ciney, l'AMO (Action en milieu ouvert) Le Cercle à Ciney vient d'inaugurer avec le soutien d'Action Vivre Ensemble le premier bureau d'aide à la jeunesse itinérant de Belgique.

Le social truck de l'AMO Le Cercle va à la rencontre des publics précarisés.



« Tout ce que fait l'AMO dans ses bureaux, nous le faisons dans une camionnette transformée en bureau itinérant », résume Laurence Verdeur, directrice du Cercle, à Ciney. Cela fait 30 ans que l'AMO namuroise travaille sur les communes de Ciney, Hamois, Havelange et Somme-Leuze. Loin des clichés, les communes rurales sont au moins aussi touchées par la précarité que les grandes villes. Mais s'y ajoute un autre obstacle encore : l'isolement.

« Une AMO bruxelloise trouve son public en sortant dans la rue ; mais, dans nos communes, la précarité est plus cachée, au fin fond des villages. Il n'y a plus de gare, pas de services de proximité, il y a deux bus par jour : ces gens ne peuvent même pas se déplacer pour venir dans nos bureaux, même pour venir chercher chez nous 2 kg de pâtes pour finir le mois. Nos bureaux de Ciney ne répondent pas aux besoins. Une AMO doit rencontrer les publics, dans les villages, dans les cités sociales. C'est pourquoi nous avons créé ce bureau mobile. Nous sommes aidés par Action Vivre Ensemble mais nous n'avons pas de subside public : l'idée est de montrer d'abord que cela fonctionne avant de demander la création d'une antenne mobile. »

Pour ce faire, Le Cercle a transformé une camionnette offerte par Cap 48 en véritable bureau. « Dans un premier temps, nous allons nous greffer à des moments

connus des gens, le marché, une distribution de colis alimentaires par le CPAS ou les Restos du cœur, des endroits où nous pourrions rencontrer un public qui ne nous connaît pas. On peut aussi se déplacer à la demande. Actuellement, on fait le tour des besoins des communes. On va aller sonner aux portes », dit Laurence Verdeur.

Le public d'une AMO, ce sont les jeunes jusqu'à 22 ans et leurs parents, c'est donc très large. « Nombre d'entre eux sortent d'institutions, ils ne sont pas armés pour se débrouiller. Pour les gens qui vivent dans la précarité, écrire ou comprendre un courrier administratif n'est pas aisé. Pour beaucoup de gens, c'est un casse-tête de remplir les formulaires d'allocations familiales, sans parler de la fracture numérique. Depuis le Covid, le CPAS, les mutuelles, les banques, les syndicats ont fermé leurs permanences. Il n'y a que nous et c'est pourquoi nous devons aller chez les gens puisqu'eux ne peuvent arriver chez nous. »

Le Cercle décline un autre projet, une yourte d'accrochage scolaire pour les jeunes (14-20 ans) en décrochage scolaire : ils y passent une semaine hors du temps scolaire à réfléchir à leur scolarité, leur orientation et leur bien-être à l'école.

■ J.-F. L.

ADRA, un food truck veggie pour une alimentation de qualité

Chaque vendredi après-midi, sur l'esplanade devant la gare du Midi, à Bruxelles, c'est tout un petit village associatif qui se met en place avant la venue de Médecins du monde en soirée. Rolling Douche y propose des douches pour les personnes sans abri, Bulle y met à disposition sa wasserette mobile tandis qu'ADRA (Adventist Development and Relief Agency) y déploie son « social food truck », un camion Ford étreigné depuis quelques semaines à peine et soutenu par Action Vivre Ensemble.

Burgers végétaux, hot-dogs au seitan, chili sin carne au quorn... Non, nous ne sommes pas dans un festival bobo mais dans le cadre d'une distribution alimentaire aux personnes sans abri de la capitale. « Notre point de vue est que ce n'est pas parce qu'on n'a pas les moyens qu'on se fiche de manger correctement ou qu'on n'a pas le droit de le faire. Manger sainement, c'est bon aussi pour l'environnement, pour la santé, pour la santé mentale. Nous refusons de travailler avec des invendus : pourquoi se contenter des restes ? Nous achetons nos produits. En plus, la Région est hyper enthousiaste vu son plan Good Food et sa volonté de réduire ses émissions », expliquent Jonathan Lo Buglio et Zoé Nolis, respectivement directeur et responsable de la communication d'ADRA.

ONG protestante de coopération internationale implantée dans 130 pays, ADRA a commencé à distribuer des repas et des colis alimentaires pour des familles ou des réfugiés durant le Covid. Pour poursuivre l'effort à la demande de plusieurs églises adventistes bruxelloises, ADRA a sorti de son chapeau une initiative originale, ce « social food truck veggie ». « Nous ne prétendons pas réinventer les choses mais nous voulons aborder les problèmes par une approche systémique. Notre souhait était donc d'aller au-delà de l'aide alimentaire en offrant une alimentation saine, bonne pour la santé et respectueuse de l'environnement. L'accès à une alimentation de qualité est un élément essentiel de la dignité humaine, c'est un levier pour revaloriser les plus vulnérables. Nous ne critiquons pas du tout, loin de là, ceux

qui distribuent des colis alimentaires : si l'on attend une solution de la part des autorités, on ne fera rien or l'urgence est là. »

Le food truck social aura deux vies : une activité sociale donc, et une activité commerciale, par exemple lors d'événements festifs. « Nous ne faisons pas la moindre distinction entre les clients qui paient et les bénéficiaires qui reçoivent. C'est une question de dignité : ils mangent la même chose, des produits de la même qualité que nous achetons à des petits producteurs bios et locaux. D'ailleurs, nous ne disons pas que nous distribuons gratuitement les repas mais que le prix est libre : pour ces personnes, donner ne serait-ce que 10 centimes, c'est important. La différence, c'est que le burger que nous produisons pour 3 euros, nous le vendons 6 euros à Esperanzah pour pouvoir l'offrir gratuitement à une personne sans abri ensuite. »

On l'a compris l'offre saisonnière de repas est 100% végétarienne. Ce qui aurait pu rebuter certaines personnes : « C'était une interrogation. Mais nous n'avons jamais eu un retour négatif. Au contraire, le végétarien fait que personne ne refuse de goûter, ni parce qu'on a peur de ce que l'on peut trouver dans la viande, ni parce que ce ne serait pas halal. Ensuite, le food truck présente des codes que tout le monde connaît, ne serait-ce que parce que le fast-food ou la street food est souvent la seule solution quand on a peu d'argent. »

■ J.-F. L.



Le food truck d'ADRA vend ses produits veggies lors d'événements pour financer son pan social.

À la paroisse Sainte-Cécile, l'entraide prend tout son sens

Au cœur des habitations sociales de la petite commune bruxelloise de Ganshoren, un de celles qui comptent le plus de logements sociaux dans la Région, l'Entraide Sainte-Cécile veut, au-delà de l'aide alimentaire, nourrir aussi le lien social de la diversité avec l'appui d'Action Vivre Ensemble.

« Bénéfivole ». Cheville ouvrière, avec sa femme Arlette, de l'Entraide Sainte-Cécile, à Ganshoren, Gilles Labeeuw a inventé ce néologisme qui met des mots sur le nécessaire estompement de cette stigmatisation discriminante entre « bénévoles » et « bénéficiaires ». Ici, comme dans la plupart des associations, les bénéficiaires qui le souhaitent sont aussi des bénévoles. Comme Mohamed El Arassi, enseignant pensionné au Maroc qui a rejoint sa femme et ses enfants en Belgique : *« J'ai cherché du travail partout, j'ai fait des formations, mais je n'ai rien trouvé. Je suis alors venu à l'Entraide Sainte-Cécile. Un jour, je suis intervenu pour aider des Syriens qui ne parvenaient pas à se faire comprendre. Comme je n'avais rien à faire, j'ai proposé de continuer à venir donner de l'aide pour la collecte et la distribution. Maintenant, quand je repars avec mon colis, j'ai l'impression de l'avoir mérité comme une sorte de salaire. Aider, pour moi, est la moindre des choses : prendre le colis et partir, cela m'apparaissait un peu incorrect. Et c'est important pour moi d'avoir l'impression d'apporter quelque chose à ma famille, d'autant que, dans notre culture, un homme qui n'apporte pas d'argent ne vaut rien. »*

Le quartier des logements sociaux de Ganshoren, aux confins de la Région, est depuis longtemps « un quartier où il y a une grande diversité », explique Gilles Labeeuw : *« des Arméniens, des Sud-Américains, des Marocains, des Syriens, désormais aussi beaucoup d'Ukrainiens. Il y a vraiment des gens de toutes origines. Pour nous, c'est le critère d'une entraide réussie. Je crois que l'on peut compter sur les doigts d'une main le nombre de nos bénéficiaires ou de nos bénévoles qui viennent à l'église. »*

Ce lien social entre les « bénéfivoles », l'Entraide Sainte-Cécile a voulu le retrouver après la pandémie. D'où l'idée des tables d'écoute : *« On permet aux gens de venir plus tôt à la distribution du mercredi après-midi pour discuter avec des assistants sociaux, des professeurs d'alphabetisation, la Croix-Rouge, des mouvements de jeunesse, d'exposer leurs problèmes, de dire en quoi ils sont satisfaits ou non de la distribution alimentaire, de suggérer des idées d'utilisation des produits »*, dit Arlette Labeeuw.

Un diacre de la paroisse et son épouse ont lancé ces colis en 2013. *« La population des logements sociaux avait quelque peu évolué. Ne nous en cachons pas : avant que les logements sociaux ne soient régionaux, ils étaient un peu*



Guy Labeeuw, responsable de l'Entraide Sainte-Cécile.

destinés aux protégés des bourgmestres ou des majorités communales. Depuis que c'est régional, les critères sont plus stricts et, effectivement, on a vu arriver des familles plus nombreuses et plus précarisées. C'était alors un groupe assez restreint, 25 familles bénéficiaires tout au plus. Aujourd'hui, nous en sommes à 86 familles soit 220 personnes. En moyenne, 60 familles chaque semaine. Nous allons 5 fois par semaine dans les supermarchés et les banques alimentaires mais il y a de plus en plus de demande et de moins en moins d'offre. »

■ J.-F. L

Le P'tit maga : le choix, ça change tout

À Braine-l'Alleud, en 2004, quelques paroissiens ont commencé à distribuer des colis alimentaires. Quelques années plus tard, ils ont eu envie de créer une épicerie sociale. *« On a trouvé »,* explique Agnès, bénévole du P'tit maga, *« qu'à côté des invendus distribués gratuitement, c'était mieux de donner aux gens la possibilité d'acheter des aliments à moitié prix avec cette possibilité de les choisir en fonction de leurs goûts, de leur culture. »*

Avec le temps, la permanence du jeudi matin est devenue un lieu d'accueil convivial où il fait bon se retrouver autour d'une tasse de café et d'un petit déjeuner offert par quelques boulangeries de Braine et deux grandes surfaces. C'est un lieu d'écoute, d'échanges, de soutien, d'encouragements...

Retrouvez les bénévoles et les bénéficiaires du P'tit maga au cœur de la vidéo de campagne 2022 d'Action Vivre Ensemble à l'adresse www.vivre-ensemble.be/avent-vidéo

Pour lutter contre la pauvreté, le legs, un geste suprême de foi et de fraternité

Le legs est le plus beau geste ultime qu'il soit possible de faire contre la pauvreté. Car, au-delà de la transmission d'un patrimoine, il transmet la foi et l'espoir aux personnes les plus pauvres : ce geste qui signe toute une vie ne dit-il pas aussi, en effet, l'impérieuse nécessité de la solidarité pour un meilleur vivre ensemble et que celle-ci est même une raison de vivre ? Non, les pauvres ne sont pas seuls. Oui, même au-delà de l'existence, il est possible de transmettre son choix d'une société digne pour toutes et tous. Raymonde Harchies, ancienne présidente d'Action Vivre Ensemble, a choisi d'inclure Action Vivre Ensemble dans son testament. Elle affirme de cette manière la permanence de son engagement. Elle a décidé en toute conscience de l'avenir qu'elle souhaite écrire pour lutter contre la pauvreté.



Raymonde Harchies

Vous avez construit votre vie sur la défense des plus pauvres : comment est né votre engagement ?

« Cela date de la fin de mes études, fin des années 40. Une amie était à la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) et elle m'a entraînée à la section locale. Mon père était jardinier dans une des propriétés Solvay à La Hulpe. C'était un milieu très inégalitaire, ce que j'ai réalisé dès mon plus jeune âge. Mon père devait batailler pour avoir 25 centimes de plus pour ses ouvriers. À la JOC, j'ai rencontré des filles qui travaillaient dès l'âge de 14 ans dans les papeteries de La Hulpe et de Genval ou dans les filatures de Tubize. »

Comment est née votre passion pour le Brésil ?

« Le futur cardinal Cardijn, fondateur de la JOC, se rendait régulièrement en Amérique latine. Ses rapports nous montraient que les conditions de travail des jeunes là-bas étaient encore bien pires que les nôtres. Il a recruté des prêtres et des jeunes pour aller développer la JOC là-bas. En 1961, j'ai participé à un congrès international à Rio, nous avons pris la réalité en pleine face en visitant les favelas. Je me suis portée candidate quand un évêque local a cherché du renfort pour développer la promotion des femmes à São Luis, dans le Nordeste. Je suis arrivée quelques jours après l'instauration de la dictature militaire en 1964, les syndicalistes et les religieux volaient en prison. Je suis restée durant 13 ans dans le Nordeste, au début avec un petit pécule d'Entraide et Fraternité. J'y ai d'abord travaillé avec les employées de maison, des très jeunes filles rurales qui n'avaient droit à aucune sécurité sociale. Ensuite, j'ai fait de l'alphabétisation auprès des communautés de base, des paysans, ce qui était très mal vu : tout ce qui ressemblait à du travail communautaire passait pour du communisme ! »

Pourquoi le choix d'Action Vivre Ensemble ?

« Quand je suis revenue en Belgique, j'ai commencé à participer à des cours d'alphabétisation pour immigrés. Je suis entrée en contact avec un groupe paroissial Helder

Camara et, de fil en aiguille, je suis devenue présidente de Vivre Ensemble. Ce que j'aime à Action Vivre Ensemble, c'est cette idée que ce qui est important est ce qui germe à la base. On était alors au début des alternatives, sur des sujets nouveaux à l'époque (les femmes victimes de violence, le logement...), on essayait de renforcer les groupes de base et d'interpeller le politique. Ce que j'aime, c'est qu'on n'est pas dans l'assistanat : les gens doivent être motivés pour participer à l'action. On remet les gens debout avec eux, pas juste pour eux. »

Qu'avez-vous envie de transmettre aux jeunes ? « Contre la pauvreté, je choisis la solidarité » ?

« Un legs, c'est symbolique, c'est une façon de poursuivre l'engagement. Mais l'important, c'est d'être ensemble, la solidarité. Mon message, c'est qu'on ne peut faire changer les choses individuellement, il faut s'organiser. Vivre ensemble mais pour que chacun puisse vivre dignement. Je suis très triste quand je vois la situation actuelle : la pauvreté est plus importante que jamais, les gens votent aux extrêmes. Si on veut transformer les choses, ce ne peut être que collectivement : quand je vois 100 associations qui se réunissent pour marcher pour le climat, je suis heureuse. Ne pas se refermer sur soi, mais s'ouvrir aux autres. C'est encore plus difficile et encore plus nécessaire dans cette période. »

Catherine Houssiau, personne de confiance à Action Vivre Ensemble pour les legs, testaments et donations : « Je répondrai à vos questions en toute confidentialité et sans que cela ne vous engage aucunement. N'hésitez pas à me téléphoner (0490 57 97 47) ou m'écrire par mail (catherine.houssiau@entraide.be) pour demander la brochure legs ou tout autre conseil ou renseignement. Je me ferai un plaisir de vous accompagner dans vos démarches et de vous mettre en contact avec notre experte juridique. »



Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | info@vivre-ensemble.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - coordination C. Martens, V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel

Attestation fiscale pour tout don de 40 €/an et plus. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Action Vivre Ensemble - IBAN BE91 7327 7777 7676 - Merci